

Des chiens citoyens ?

Entrevue avec Sue Donaldson et Will Kymlicka

À paraître dans *Végane magazine* (2017)

Par Christiane Bailey

Un système de soin de santé public pour les animaux domestiqués ? La citoyenneté pour chiens et les cochons ? La souveraineté pour les animaux sauvages ? La résidence permanente pour les pigeons et les écureuils ? Voilà l'audacieuse proposition de Sue Donaldson et Will Kymlicka dans *Zoopolis : Une théorie politique des droits des animaux* paru chez Oxford University Press en 2011 et récipiendaire du prix du livre de l'Association canadienne de philosophie. Déjà traduite en plusieurs langues (la traduction française est parue aux éditions Alma en 2016), leur théorie fait l'objet de nombreux débats, à la fois dans le monde universitaire et chez les activistes. L'ouvrage soutient qu'on doit non seulement reconnaître les droits les plus fondamentaux aux animaux, mais aussi des droits politiques différenciés en fonction de leurs relations à nos communautés mixtes humaines-animales.

Rencontre avec deux philosophes qui ont surpris le monde avec une théorie à la fois utopiste et étrangement réaliste.

***Véganes* : Le mouvement pour les droits des animaux inclut une variété de positions, de celles et ceux qui demandent un meilleur traitement des animaux exploités pour notre bénéfice (pour l'alimentation, le divertissement, la connaissance, etc.) aux gens qui soutiennent que les animaux ne sont pas des choses à acheter et vendre, mais des individus qui devraient pouvoir vivre librement et ne pas être tués ou blessés pour le bénéfice des autres. Vous défendez la « version forte » ou « radicale » des droits des animaux, pouvez-vous en dire plus ?**

Notre théorie des droits des animaux est plus forte que la plupart sous deux aspects. D'abord, dans notre conception, les droits fondamentaux des animaux sont inviolables. Certaines personnes pensent que les animaux ont certains droits fondamentaux (à ne pas être tués, torturés ou réduits en esclavage, par exemple), mais que ces droits peuvent être bafoués ou écartés lorsque les humains ont un intérêt suffisamment fort. Dans cette conception plus faible des droits des animaux, il est mal de tuer ou de faire du mal aux animaux simplement parce qu'on aime le goût de leur chair ou l'esthétique de leur fourrure. Mais il n'est pas mal de leur causer du tort ou de les tuer pour la recherche médicale. Dans notre conception, au contraire, les droits des animaux sont aussi inviolables que les droits humains. Tout comme il serait mal de tuer un humain pour ses organes afin de sauver cinq personnes, il est mal de tuer un animal pour utiliser ses organes pour sauver des vies humaines. Leurs corps et leurs vies leur appartiennent ; ils n'existent pas pour le bénéfice des humains. Ils sont des individus inviolables qui ne devraient pas être sacrifiés au bénéfice des humains, peu importe le bien (*utilitarian good*) que cela pourrait produire.

Ensuite, nous pensons que les animaux ne méritent pas seulement des droits négatifs (comme le droit de ne pas être tués), mais aussi des droits positifs qui dépendent de la nature de leurs relations avec une société donnée. Les animaux domestiques, par exemple, devraient être

considérés comme des membres d'une société partagée avec nous. En tant que membres, ils ont droit aux services publics, à la façon dont ils sont organisés et distribués, comme le système de soins de santé, les pensions de travailleurs, les services de protection d'urgence, le transport collectif, etc.

Nous défendons donc une théorie des droits des animaux à deux niveaux : tous les animaux sensibles devraient être protégés par certains droits négatifs, mais divers groupes d'animaux peuvent aussi avoir des droits positifs en vertu de leurs relations à nos sociétés. La théorie traditionnelle des droits des animaux s'est concentrée sur le premier niveau de droits, mais a largement ignoré le second.

Véganes : Vous pensez donc qu'on doit aller au-delà des théories des droits qui se sont concentrées sur le statut moral intrinsèque des animaux (considérés comme des individus sensibles et vulnérables) pour développer une théorie réellement politique des droits des animaux. Qu'est-ce qu'une approche politique peut apporter au mouvement pour le droit des animaux ?

Mettre l'emphase sur le statut moral intrinsèque est évidemment important, mais cela sous-détermine la façon dont on doit traiter les animaux. Reconnaître le statut moral intrinsèque des animaux comme des soi individuels vulnérables et inviolables nous donne des raisons de ne pas leur faire du mal, les exploiter et les tuer. Mais cela ne nous dit pas comment on *devrait* interagir avec eux. Quels genres de relations avec les animaux sont justes et désirables ? Afin de répondre à cette question, on doit penser au-delà de la capacité des animaux individuels à souffrir. On doit savoir où et comment cet animal particulier vit. Comment cet individu – et la communauté écologique dont il fait partie – interagissent-ils avec les humains ? Comment nous affectons-nous mutuellement et quels types de responsabilités découlent de ces interactions ? Quelle est l'histoire de nos relations et quelles sont les responsabilités qui s'ensuivent ? Est-il possible de vivre en relations mutuellement bénéfiques ou est-il mieux de garder nos distances ?

On ne peut répondre à ces questions sans entrer dans le domaine du politique. On doit se demander si et comment on peut vivre ensemble comme membres de sociétés coopératives ou comme sociétés existant côte-à-côte. Et cela soulève des questions sur la façon dont on sollicite et répond aux préférences des animaux. Quels types de relations veulent-ils avoir avec nous et comment connaissons-nous leurs préférences ?

Comment pouvons-nous donner une voix aux animaux pour déterminer ces relations ? La théorie politique offre un ensemble très riche de concepts et de ressources pour penser différents modèles de coopération et de coexistence ainsi que des modèles pour favoriser l'expression et la représentation des préférences.

Véganes : La plupart des gens pensent qu'exiger des droits fondamentaux (ou négatifs) est déjà assez demander dans le monde actuel et que les questions concernant les droits politiques et la participation démocratique des animaux devraient être remises à plus tard, pour un monde meilleur. Pourquoi pensez-vous qu'on devrait au contraire revendiquer immédiatement des droits politiques (ou positifs) ?

George Orwell a imaginé l'avenir comme « une botte piétinant un visage humain – éternellement ». On espère que ce n'est pas une vision du futur humain, mais c'est une

représentation assez juste de nos relations actuelles avec les animaux. Étant donné l'ampleur effarante des violences qu'on inflige aux animaux, il pourrait sembler qu'on doit concentrer tous nos efforts à faire cesser la tyrannie et arrêter ce que Dinesh Wadiwel appelle « la guerre contre les animaux ». **Mais une façon de cesser la guerre est justement de montrer aux gens qu'une autre société est à la fois possible et désirable.** Il ne suffit pas de dire aux gens d'enlever leur doigt de la gâchette ou d'abandonner leurs valeurs actuelles, leur identité, leurs engagements – on doit leur montrer des alternatives positives. Prenons une analogie. Les gens se retrouvent souvent dans de mauvaises relations romantiques. Ils savent qu'ils devraient passer à autre chose, mais la peur du changement ou de perdre leur identité et leurs habitudes les retiennent de poursuivre une vie meilleure. Souvent, c'est seulement lorsqu'ils rencontrent quelqu'un de nouveau et commence à voir une vie meilleure de façon très concrète qu'ils sont prêts à faire le changement.

Dans notre vision, encourager les gens à saisir les possibilités de changement a des dimensions à la fois théoriques et pratiques. Théoriquement, on peut tenter de conceptualiser et d'articuler de nouveaux modèles de relations humaines-animales, comme on l'a fait dans *Zoopolis*. Mais cela implique aussi des expérimentations concrètes de vie comme on les voit émerger dans les sanctuaires, l'économie végane ou basée sur les plantes, l'écologie de la conservation compatissante et les projets de coexistence avec les autres animaux. Un monde meilleur et plus juste n'émergera pas de nulle part. On doit le bâtir dès maintenant, communautés par communautés. On espère que *Zoopolis* pourra inspirer de telles expérimentations, mais on est tenté aussi, dans nos récents travaux, d'apprendre de ces expérimentations et d'adapter et raffiner notre théorie à leur lueur de ces développements.

Végane : Selon certaines théories des droits des animaux, le but devrait être de mettre fin à la domestication et de cesser d'exercer notre pouvoir sur les animaux. Vous reconnaissez que la domestication, qui traite les animaux comme une caste à notre service, a été injuste, mais vous pensez qu'il est à la fois impossible et injuste de mener les espèces domestiquées à l'extinction ou au réensauvagement (« *rewilding* »). Ces animaux font partie de nos communautés mixtes humaines-animales et cette appartenance implique de les reconnaître comme citoyens. Pouvez-vous en dire plus sur ce que cela signifie que d'entrer en relation avec les animaux domestiqués comme des citoyens ?

Pour clarifier, on s'oppose au réensauvagement lorsqu'il est imposé aux animaux par les humains, comme dans le cas du Oostvaardersplassen aux Pays-Bas, où des bovins ont été expulsés de la société, abandonnés et forcés à se débrouiller pour se rétablir comme une horde sauvage. Ce processus imposé a, évidemment, été la cause de beaucoup de souffrances et de morts. On ne s'oppose pas au réensauvagement lorsqu'il provient du choix et de l'initiative des animaux eux-mêmes. Dans notre modèle de concitoyenneté, certains animaux domestiqués pourraient décider pour eux-mêmes avec le temps, en tant que communautés intergénérationnelles, de quitter la société qu'ils partagent avec nous pour faire la transition (et évoluer) vers une existence plus indépendante. On soupçonne que plusieurs chevaux et cochons, par exemple, pourraient choisir cette option.

On ne peut pas prédire comment ces relations se développeront avec le temps, mais pour l'instant nos relations avec les animaux domestiqués doivent partir de la prémisse qu'ils sont membres de nos sociétés et que nous les avons reproduits de façons qui diminuent leurs possibilités de vivre indépendamment de nous. On a bâti nos sociétés sur leur corps et leur

travail. **Les richesses et les ressources accumulées par nos sociétés appartiennent à eux autant qu'à nous.** Ils ont le droit de partager pleinement les bénéfices d'une société interspèce et de contribuer à la définir par le processus démocratique.

Les animaux domestiqués ont donc le droit de quitter nos sociétés s'ils le veulent, dans des conditions raisonnables de sécurité et grâce à une transition bien gérée, mais cette possibilité ne peut être invoquée pour nier leurs droits d'appartenance.

Végane : Vous soutenez qu'un monde où les humains n'exerceraient pas de pouvoir sur les animaux est impossible et que le but du mouvement pour les droits des animaux devrait être de rendre l'exercice de ce pouvoir juste, responsable et redevable. Pouvez-vous donner des exemples d'exercice justifié de pouvoir sur les animaux, en particulier sur les animaux domestiqués ? Quelles formes de collaboration seraient justes ou injustes ?

Dans le contexte humain, une des façons de tenir responsable le pouvoir se fait par le consentement ou l'autorisation. On donne au médecin notre consentement pour prendre des décisions de vie ou de mort lors de graves problèmes de santé. Mais ce modèle ne fonctionne pas pour tous les membres de la société, comme les très jeunes enfants, qui ne peuvent consentir ou autoriser en ce sens. On a donc besoin de mécanismes alternatifs pour s'assurer que le pouvoir est exercé de façon juste et responsable. Par exemple, si les enfants ne peuvent donner leur consentement informé, ils peuvent approuver (« assent ») ou contester (« dissent ») certaines décisions ou activités. Ils peuvent aussi donner des indications claires à propos des humains (ou des non-humains) à qui ils font confiance pour les guider et les soutenir et, lorsque nécessaire, pour prendre des décisions en leur nom.

Des stratégies similaires existent pour s'assurer que le pouvoir que les humains exercent sur les animaux domestiqués est tenu de rendre des comptes. Pensons à une chèvre née dans une communauté de chèvres et de moutons vivant sur une propriété publique de la ville et qui passe son temps à brouter en contrôlant la végétation. Elle pourrait prendre d'innombrables décisions par elle-même et de façons significatives pour elle. Elle sait avec qui elle aime passer du temps, quelles activités elle apprécie, quel pâturage est le plus délectable, sur quoi elle aime grimper pour tester ses aptitudes et exhiber ses prouesses, comment prendre soin de son bébé, quelle étendue de terrain elle aime explorer, si elle se sent plus en sécurité avec des chiens dans sa communauté ou si elle les trouve un peu trop agités ou agaçants. Structurer l'environnement de façon à ce que la chèvre comprenne ces choix et prenne des décisions qu'on puisse interpréter correctement est un défi à la fois énorme et excitant.

Bien sûr, il y aura des situations où la chèvre ne pourra prendre des décisions pour elle-même. Peut-être a-t-elle développé une maladie grave qui pourrait facilement être traitée par des antibiotiques. Elle ne comprend pas sa condition et les traitements possibles et ne peut donc pas consentir ou approuver les traitements qui sont essentiels à sa survie. Dans ce cas, les humains pourraient devoir exercer un pouvoir sur elle sans participation de sa part. C'est un cas de paternalisme justifié. Mais même dans ces cas-là, comme avec les jeunes enfants, il est possible de chercher des indices qu'elle fait confiance à la personne prenant la décision. Si l'animal a peur ou ne fait pas confiance aux humains qui exercent un pouvoir sur elle, il devrait y avoir un tiers qui a le droit et la responsabilité de questionner ce pouvoir et ces décisions.

On peut donc développer un ensemble de stratégies complexes pour faire face aux inégalités de pouvoir : on peut élargir le champ de décisions laissés aux animaux eux-mêmes ; on peut porter attention à qui un animal fait confiance et on peut avoir des tiers partis qui surveillent, questionnent et contestent cet exercice de pouvoir. On le fait déjà dans le cas des jeunes enfants qui nous offre des précédents pour penser à l'exercice justifié et légitime du pouvoir dans le cas des animaux domestiqués.

Végane : Vous soutenez que les animaux domestiqués ne sont pas seulement des soi vulnérables qui peuvent souffrir (des victimes passives de la domination humaine), mais des agents qui peuvent participer à la codétermination de normes de coopération et de cohabitation justes. Ils peuvent négocier des termes équitables de cohabitation. Pourquoi est-ce important de reconnaître l'agentivité sociale des animaux et de les considérer comme réceptifs à des normes ?

Les animaux sont, comme nous, des agents dotés de volonté et d'intentionnalité – ils veulent que certaines choses se produisent et s'efforcent de les faire arriver. Ils reconnaissent aussi d'autres agents intentionnels, sont capables d'être réceptifs aux autres et de négocier leurs interactions et les normes de la coopération. Malheureusement, dans le cas des animaux domestiqués, leur agentivité rencontre un mur parce que les humains ont sévèrement limité leur liberté et leur capacité d'atteindre des buts et ils ont généralement échoué à les reconnaître comme des agents intentionnels qui tentent de nous communiquer ce dont ils ont besoin et ce qu'ils veulent. Dans ces conditions de domination, la justice – ou même savoir ce que la justice requiert – est impossible.

Pour permettre aux animaux de s'orienter dans la société complexe que nous avons créée, il est nécessaire de les libérer en plusieurs sens, mais aussi de guider, encourager et structurer leur agentivité dans un monde social qui est actuellement construit pour encourager l'agentivité humaine, pas la leur. Voici un exemple. En Amérique du Nord, on a drastiquement limité la mobilité des chiens de compagnie. Ils ne peuvent pas se promener librement. Ils ne peuvent pas utiliser les transports collectifs. Ils sont interdits dans plusieurs bâtiments et entreprises. Dans ces conditions, comment est-il possible d'apprendre ce que veulent les chiens et ce dont ils sont capables lorsqu'il s'agit de partager l'espace public avec nous ?

À l'inverse, pensons aux communautés de chiens errants à Moscou. Ces chiens ont une vie difficile, on ne veut pas romancer leur situation. Cependant, ils ont aussi beaucoup de liberté physique et, grâce à cette liberté, certains chiens ont appris à utiliser le métro. Ils vivent dans des quartiers industriels abandonnés dans les banlieues des villes. Le jour, ils sautent dans le métro et font le voyage vers le centre-ville où la nourriture est disponible. Ils reprennent le métro et retournent chez eux le soir. Personne ne leur a appris à utiliser le métro ou à identifier les arrêts. Ils ont aussi appris les normes sociales du transport collectif – ils se recroquevillent tranquillement et attendent leur arrêt sans déranger les autres voyageurs. La relative liberté des chiens de Moscou nous a permis d'apprendre quelque chose d'important sur eux, notamment leur capacité de naviguer une société interspèce et d'être sensibles à ses normes. Cela soulève des questions stimulantes sur ce qui serait possible si on portait attention et si on structurait nos interactions avec les animaux dans des conditions de plus grande liberté et spontanéité.

Véganes : Plusieurs pensent que la justice pour les animaux implique une profonde révolution de nos systèmes politiques et économiques. Zoopolis a été critiqué pour « se contenter »

d'étendre le libéralisme politique aux animaux. Vous encouragez le développement d'autres théories politiques des droits des animaux (anarchistes, marxistes, etc.). Mais vous pensez aussi que le mouvement pour les droits des animaux a échoué non en raison des limites structurelles des démocraties libérales, mais plutôt parce qu'on n'a pas encore su tirer avantage des possibilités de la théorie politique libérale. Quels changements sont nécessaires à notre système politique et économique actuel pour rendre justice aux animaux ?

Notre théorie s'inscrit dans la tradition social-démocrate ou libérale-démocrate au sens large, mais nous sommes bien conscients du caractère inadéquat des structures politiques existantes et des processus dans les soi-disant démocraties libérales. Les États occidentaux ont été libéraux pour une minorité, mais souvent anti-libéraux (*illiberal*) et anti-démocratiques pour la majorité (humains et animaux). On vit actuellement dans des temps horribles – le résultat des injustices infligées par l'économie néolibérale, l'impérialisme militaire, le colonialisme et le retrait des engagements des Lumières envers le pluralisme, la tolérance, la solidarité et les sociétés ouvertes. Tout cela est exacerbé par la dégradation environnementale et les changements climatiques. Donc, le type de théorie politique libérale que nous défendons est bien loin du statu quo et, si elle était mise en pratique, le résultat serait une profonde révolution, non seulement dans les relations humaines-animales et la restauration écologique, mais aussi dans la structure fondamentale de nos économies et dans le fonctionnement de base de nos démocraties.

Certains voient ces problèmes comme endémiques au libéralisme, comme si le libéralisme était toujours déjà engagé dans le fondamentalisme du marché ou dans le néo-colonialisme. Mais en fait, nous pensons que plusieurs de ces problèmes sont le résultat de 40 ans de retraite du libéralisme face aux mobilisations réactionnaires. On a grandi dans les années 60 et 70 lorsque la politique était beaucoup plus ouverte et progressiste, précisément en raison d'une impressionnante libéralisation de la société qui a combattu les hiérarchies héritées basées sur la race, le genre, l'orientation sexuelle ou les handicaps. Si ce mouvement avait continué, on pense que cela aurait également pu mener à repenser la hiérarchie des espèces.

Malheureusement, la trajectoire libérale fondée sur les droits a été bloquée, et partiellement renversée, par les tendances de droite initiées par Thatcher et Reagan dans les années 80. Pas entièrement renversée, cependant, les récentes victoires des peuples autochtones et des droits des trans témoignent du pouvoir durable du cadre des droits libéraux pour combattre les hiérarchies héritées. Il ne faut pas laisser les quarante dernières années de politique réactionnaire nous faire oublier la longue histoire de cycles de progrès et de réactions. Notre espoir, évidemment, est qu'envisager un monde nouveau de justice interespèce puisse contribuer à une nouvelle ère de mobilisation progressiste.

Véganes : Ce numéro est consacré aux animaux de compagnie. Dans votre théorie, vous faites une distinction entre divers types d'animaux en fonction de leurs relations avec nous. Les animaux sauvages devraient être considérés comme souverains, les animaux domestiqués comme citoyens et les animaux liminaires comme des résidents permanents. Si les relations importent pour les droits positifs, devrions-nous faire une distinction entre les animaux citoyens qui ont été historiquement utilisés pour la compagnie et ceux qui ont été traditionnellement exploités dans les élevages pour leur viande, leurs œufs, leur lait et leur laine ?

Au contraire, une tâche centrale du mouvement est de dépasser la distinction entre « les animaux de ferme » et « les animaux de compagnie ». Cette distinction définit les animaux par leur usage désigné (« *designated use* »), par la façon dont les humains les ont utilisés. C'est une façon absolument incorrecte de penser les relations éthiques qui devraient être définies par les besoins, les intérêts et les préférences de tous les partis. Nous partons donc de la question de ce que les animaux domestiqués désirent et de ce dont ils ont besoin.

Tous les animaux domestiqués sont (pour le moment) dépendants des humains, parce que c'est ainsi qu'on les a reproduits. On les a amenés dans nos sociétés et leur épanouissement dépend des relations sociales que nous avons développées avec eux. De plus, tous les animaux domestiqués sont capables d'avoir des relations sociables avec nous : ils vivent côte-à-côte avec nous et s'impliquent dans des activités coopératives avec nous, de façon mutuellement bénéfique – ce n'est pas le cas des vipères et des hippopotames qui sont bien mieux de garder une distance.

Ces dimensions morales, empiriques et prudentielles s'appliquent à tous les animaux domestiqués, peu importe les différentes façons dont les humains ont exploité les poules, les chiens, les chevaux, les chèvres, les cochons d'Inde et les autres. La distinction entre les animaux de ferme et les animaux de compagnie est une imposition humaine et non une réponse aux besoins ou intérêts des animaux eux-mêmes.

Une des tendances récentes les plus intéressantes dans les relations humaines-animales est le développement des **micro-sanctuaires**, où les gens vivent en compagnie de cochons, de chèvres, de poulets et d'autres animaux rescapés. Les cochons peuvent être des **compagnons de maison**, tout comme les chiens et les chats peuvent être des **collègues au travail**. Donc tous les animaux domestiqués sont capables d'être nos compagnons, nos voisins, nos collègues et nos concitoyens, de façons qui correspondent à leurs intérêts et leurs inclinations. Par conséquent, les réformes légales et politiques nécessaires s'appliquent à tous les animaux domestiqués : ils ont tous besoin de droits négatifs et de droits d'appartenance, incluant le droit d'avoir leurs intérêts représentés dans notre société interspèce.

Végane : Au-delà de votre travail intellectuel prolifique, vous êtes aussi impliqués concrètement pour faire changer le sort des animaux dans votre communauté. Pouvez-vous nous en dire plus sur vos projets et vos engagements ?

Nous sommes impliqués dans différents projets. À l'Université Queen's, nous avons établi le groupe de recherche APPLE (Animals in Philosophy, Politics, Law and Ethics). Le but est de développer une communauté intellectuelle pour les chercheurs travaillant sur des enjeux liés aux animaux, de faire de la sensibilisation et de l'éducation du grand public et aussi de participer aux débats publics. On veut aussi créer des opportunités pour les étudiants et les chercheurs pour passer du temps avec les animaux, les observer et développer leurs aptitudes à la perception morale et l'attention critique. (Cela rejoint l'idée de reconnaître les animaux comme des agents et de penser aux façons dont on peut répondre à cette agentivité dans nos sociétés interspèces). On a la chance d'avoir un partenariat avec un petit sanctuaire privé à Kingston où les chercheurs peuvent passer du temps à en apprendre davantage sur les défis pour développer une société interspèce juste et respectueuse, contribuer à cette communauté et réviser leurs biais sur les animaux domestiqués. En ce qui concerne plus concrètement l'activisme, on est membres de *Queen's Animal Defence* qui se consacre à faire avancer la justice sociale pour les

animaux sur le campus de l'Université Queen's – que ce soient les animaux détenus dans les laboratoires, consommés dans les cafétérias ou ceux qui cohabitent sur le campus. Notre but est que les animaux soient reconnus comme membres de la communauté de Queen's, des membres qui méritent autant de préoccupation que les autres. On a du chemin à faire !

Végane : Avec le récent développement de plusieurs cours et programmes en études animales et la publication de livres et de journaux spécialisés sur les droits des animaux, la justice envers les animaux semble considérée plus sérieusement dans le monde académique. Est-ce que vous avez espoir que les choses changent bientôt pour les animaux ?

C'est vrai que le monde universitaire se réveille. Le « tournant animal » est bien réel. Mais est-il trop tard ? **Au cours de notre vie, la population des animaux sauvages a été réduite de moitié.** La sensibilisation et la prise de conscience sur les droits des animaux augmente lentement dans la population générale et commence à influencer la consommation et les choix politiques, mais parallèlement les gouvernements comme ceux du Canada augmentent leurs investissements dans l'élevage, les biotechnologies et les autres industries qui exploitent les animaux. On est tous deux pessimistes à court et moyen terme lorsqu'il s'agit de changer la trajectoire du Titanic. On joue le long jeu.

Végane : Une dernière question. Écrire en collaboration doit représenter tout un défi. Je pense que nous sommes nombreux à se demander sur quel sujet vous êtes en désaccord.

La vérité est qu'écrire ensemble est une activité pas mal harmonieuse et satisfaisante. En fait, c'est une des choses les plus agréables qu'on fait ensemble ! On est d'accord sur nos engagements moraux et philosophiques. On est aussi très semblables aux niveaux esthétique et stylistique, donc il n'y a pas beaucoup de négociations. On pense parfois qu'on a un désaccord, mais il disparaît inévitablement avec plus de discussions. Pour le processus d'écriture, on s'échange des versions jusqu'à ce qu'on soit tous deux satisfaits. À comparer des négociations sur les horaires de travail et de voyage ou de la division du travail domestique, c'est du gâteau !

Véganes : Merci à vous deux pour ce passionnant exercice d'imagination morale et politique ! Il ne reste plus qu'à espérer que ce monde deviendra bientôt une réalité.